CAHIERS DU SOCIALISME LIBERTAIRE

REVUE MENSUELLE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES

LE NUMÉRO 25 FRANCS ★ ABONNEMENT ANNUEL 300 FRANCS

N° 64 - Janvier 1961

LE REFERENDUM

"LA majorité des quatre-vingts pour cent des électeurs de France n'a ni renoncé à la liberté, ni adhéré à la dictature". Voilà ce que nous écrivions dans notre éditorial d'octobre 1958, après le référendum du mois précédent.

Nous pouvons répéter cette affirmation devant les résultats du référendum qui vient d'accorder au général de Gaulle les pleins pouvoirs "pour régler l'affaire d'Algérie". En septembre 1958, il s'agissait de mettre un peu d'ordre dans la politique gouvernementale, d'en finir avec la gabegie, avec l'instabilité permanente qui est contraire à la nature humaine et à la vie matérielle même des nations et de toutes les collectivités, quelle qu'en soit la forme. Il y avait eu, ce qu'on oublie trop aujourd'hui, VINGT-QUATRE CRISES MINISTERIELLES EN DOUZE ANS. Le tiers du Parlement était composé d'anciens ministres, tous tout récents. Cela aurait continué, et c'est par-dessus tout contre cela que les électeurs s'étaient prononcés.

Aujourd'hui, pas plus qu'hier, ils n'ont voté pour la "monarchie", pour la dictature, pour le régime personnel, mais uniquement pour que soit résolue la question algérienne. Et, ce qui est nouveau, ils ont voté aussi pour "l'indépendance de l'Algérie", pour la "République algérienne".

Il y a donc eu évolution de l'attitude du peuple français. Le nier c'est ne pas tenir compte des faits

Nous savons très bien que ceux qu'égarent la passion partisane et les slogans qui résolvent tout par des cris ne partageront pas ce point de vue. Quiconque examine les faits avec la sérénité et l'objectivité que nous maintenons et maintiendrons toujours dans cette revue sait pourtant que le triomphe des "non" impliquait celui des forces réactionnaires, tant des partis politiques que de l'armée. C'était mettre au pouvoir Bidault, Salan, Soustelle, Lagaillarde, les colonels hier évincés ou astucieusement réduits à l'impuissance par de Gaulle, c'était faire triompher Biaggi et le Mouvement Jeune Nation, Poujade (qui fut à Madrid comploter avec Salan) et les poujadistes. C'était le fascisme gouvernant la France et la dominant à son gré. C'était la prolongation indéfinie de la guerre, qu'aucune concession aux nationalistes algériens n'aurait permis d'abréger.

Ceux qui préféraient cette politique du pire (les communistes en premier lieu, qui ont voté avec les réactionnaires, les poujadistes et les ultras) devraient se rappeler l'expérience du fascisme italien et du nazisme allemand, que leurs adversaires considéraient voués à un rapide échec, mais qui a duré jusqu'à ce qu'une guerre mondiale y mette fin... C'est aussi contre le fasciсme, et la menace fasciste qu'a voté la majorité électorale.

Certes, il y a deux autres solutions. La première, toute verbale, consiste à dire qu'il faut faire la révolution sociale, et que tout sera ainsi résolu.Mais ceux-là mêmes qui tiennent ce langage savent qu'il ne s'agit que d'une dérobade devant des faits concrets qu'il faut résoudre. La deuxième consiste à demander des pourparlers immédiats avec le F.L.N. et l'abandon sans conditions de l'Algérie. Mais la majorité électorale sait que rien n'est réglé pour les minorités qu'on ne peut pas laisser exterminer demain, comme la minorité juive craint de l'être ; comme craignent de l'être les Arabes qui, se plaçant au-dessus des préjugés de race, de nationalisme et de religion, ont cru et croient utile de maintenir avec la France - le meilleur de la France - des rapports amicaux, des liaisons de caractère économique, culturel et humain, et qui l'ont manifesté. La majorité des habitants du bled n'a pas voté "oui" pour être asservis par la France.Elle avait assez de bon sens pour comprendre que l'union (non l'asservissement colonialiste , qui de toutes façons est mort) était, et demeure nécessaire. Car il est vrai que l'Algérie n'a jamais été une nation, et les habitants du bled sont beaucoup moins nationalistes que le F.L.N. Pouvons-nous nous en plaidre ?

Du reste, que propose celui-ci, à part la constitution de l'Algérie en Etat indépendant avec son armée, sa police, son pouvoir législatif, exécutif et judiciaire ? Nous attendons toujours son programme social dont il n'a jamais été question, ses projets de réforme économique, ou ce que sera demain le sort de la femme encore soumise aux lois du Coran et à l'esclavage de l'ignorance et du harem. Ou encore ce que seront les droits du M.L.N. ou d'autres mouvements.

Nous n'y renonçons pas : il est des valeurs essentielles qu'il faut préserver et maintenir: c'est le plus possible d'internationalité, et la collaboration entre les peuples et les hommes. Dans l'élaboration de l'Algérie nouvelle, le fanatisme raciste est aussi catastrophique d'un côté comme de l'autre de la Méditerranée. Dans cette élaboration, il faut sauvegarder tout ce qu'il est possible de sauvegarder du point de vue humain, par-dessus toutes les haines traditionnelles. C'est par la collaboration entre les peuples que la civilisation peut s'étendre, par le contact des cultures qu'elle s'est étendue hier. L'avenir est à la réconciliation de ceux qui savent se placer assez haut et voir assez loin pour le comprendre. Si alors, il faut en désespérer.

L'important est maintenant que tout cela soit sauvé. La majorité des Français est arrivée à un degré de compréhension qui lui permet de vouloir à la fois la paix et la fraternité, la coopération dans l'indépendance. Les résultats statistiques du plébiscite ont aussi ce sens profond et ouvrent ces perspectives qu'il s'agit d'élargir.

Naturellement ces constatations ne préjugent, en aucune façon, de ce que l'homme choisi par le référendum fera dans ce sens, ou ne fera pas.

C. du S.L.

L'IMPOSSIBLE — par Michel BAKOUNINE.

Auguste Comte et ses disciples auront beau nous prêcher la modération et la résignation, l'homme ne se modérera ni ne se résignera jamais. Cette contradiction est dans la nature de l'homme, et surtout elle est dans la nature de notre esprit : armé de sa formidable puissance d'abstraction, il ne reconnaît et ne reconnaîtra jamais aucune limite pour sa curiosité impérieuse, passionnée, avide de tout savoir et de tout embrasser. Il suffit de lui dire : " tu n'iras pas au-delà " pour que, de toute la puissance de cette curiosité irritée par l'obstacle, il tende à s'élancer au-delà. Sous ce rapport, le Bon Dieu de la Bible s'est montré beaucoup plus clairvoyant que M. Auguste Comte et les positivistes, ses disciples. Ayant voulu sans doute que l'homme mangeât du fruit défendu, il lui défendit d'en manger. Cette immodération, cette désobéissance, cette révolte de l'esprit humain contre toute limite imposée soit au nom du Bon Dieu, soit au nom de la science, constituent son honneur, le secret de sa puissance et de sa liberté. C'est en cherchant l'impossible que l'homme a toujours réalisé et reconnu le possible, et ceux qui se sont sagement limités à ce qui leur paraissait le possible n'ont jamais avancé d'un seul pas".

EN LIBERTE DANS LE CAMP SOCIALISTE (Suite)

Par Jacques BOUYE

Toute la presse est monopolisée par les communistes. Par exemple, comme journaux de langue française, on ne trouve que "Le Drapeau Rouge", belge, "France Nouvelle" et "L'Humanité", dont tous les numéros ne franchissent pas même le rideau de fer. Ce manque total de liberté d'information et d'expression pèse lourdement sur l'esprit des gens. Plusieurs personnes nous ont confié que si elles avaient seulement le droit d'aller passer quelques jours en Occident, elles en éprouveraient un soulagement extrême. Le climat créé par ces entraves à la liberté, et les multiples brimades que cela entraîne atteignent le peuple au plus profond de lui-même et perturbent son psychisme.

Les adultes ont un refuge dans les religions qui sont toutes tolérées, mais les prêtres, payés par l'Etat, doivent se conformer aux directives générales définies par l'administration, qu'ils soient catholiques, protestants, orthodoxes de rite grec ou de rite russe. Le dimanche, les églises sont bondées. L'éducation donnée à l'école est pourtant anticléricale; même dans leur vie privée, maîtres et professeurs ne doivent pas fréquenter les églises sous peine d'être brimés ou destitués.

La jeunesse, qui trouve l'anticléricalisme à l'école et la ferveur religieuse à la maison, ne sait à qui se fier; son indécision frise le désespoir quand elle se rend compte du climat de délation qui règne entre les adultes. Quand elle s'aperçoit qu'elle ne peut avoir confiance en rien, elle en arrive à se désintéresser de tout, elle fuit la religion et surtout la politique, ce que regrettait amèrement un étudiant communiste qui nous disait :" Tous les jeunes sont membres de la Jeunesse Nationale, mais très peu y travaillent".

Les éléments les plus agités de cette jeunesse deviennent "holigans" (blousons noirs); les plus sains se réfugient dans le sport que l'Etat favorise beaucoup en multipliant les stades et les divers équipements sportifs , et en abaissant les prix des articles de sport. Les compétitions sportives nationales bi-annuelles dénommées "Spartakiades" sont les plus grandes fêtes du pays. Partout nous avons vu des équipes pratiquer divers sports, et les canoës sont nombreux sur les rivières.

Quelques jeunes vont au Parti. La plupart se contentent de vivre le mieux possible avec ce qu'ils ont, sans se soucier des affaires sociales. Ils vivotent plutôt, sans buts, sans perpectives.

Toutes les études sont gratuites, ainsi que les fournitures scolaires. Les étudiants de l'enseignement supérieur touchent un salaire. L'Etat développent beaucoup l'enseignement technique qui, selon les apparences, est bien organisé.

A partir de l'âge de huit ans, le russe est obligatoire, dans les écoles, comme langue étrangère. Dans la Bohème et la Moravie, l'enseignement est donné en tchèque; en Slovaquie, il est donné en slovaque. Grand pays exportateur de produits industriels, la Techécoslovaquie favorise l'étude des langues vivantes pour faciliter le placement de ses produits et de ses techniciens à l'étranger. De nombreux cours facultatifs sont ouverts dans tout le pays pour permettre aux adultes de se familiariser avec une des trente-trois langues enseignées. Selon les cas, ce sont soit des cours du soir, soit, à l'intérieur des entreprises, des heures de cours prises sur le temps de travail. Dans les lycées, après le russe, la langue étrangère la plus enseignée est l'anglais, puis vient l'allemand, et le français, en recul, occupe la quatrième place.

TRAVAIL ET NIVEAU DE VIE

La durée légale et réelle du travail est de quarante-huit heures par semaine pour l'ensemble du pays, sauf pour les mineurs qui font six heures par jour. Le repos s'étend du samedi après-midi au dimanche soir, et le travail en deux ou trois équipes successives est très répandu. Les femmes sont très nombreuses dans les champs; on en voit aussi dans les travaux de terrassements et le balayage des rues. Dans les grandes villes, la journée continue est quelquefois appliquée; sur le coup de midi, les vendeuses des magasins interrompent fréquemment leur repas pour servir le client.

Un médecin a trente jours de congé; un travailleur ayant dix ans d'ancienneté dans une entreprises a droit à trois semaines de repos, mais il n'a que deux semaines s'il compte moins de dix ans dans la même entreprise. Sur deux mois de vacances, les étudiants en passent souvent un dans les brigades de travail de l'agriculture.

Un travailleur peut, de son plein gré, quitter son emploi pour se faire embaucher ailleurs, mais il perd beaucoup d'avantages: salaire-maladie, réduit à 30 % au lieu de 80 %; ancienneté pour les congés qu'il ne retrouvera que dix ans après; primes diverses. Le régime veut compter sur une main-d'oeuvre stable. Le sort de l'ouvrier qui quitte son emploi dépend surtout de l'employé qui remplira son livret de travail à la sortie de l'entreprise. Une appréciation défavorable nuira à l'ouvrier pendant toute sa vie, car le livret de travail le suivra partout, et l'employeur est unique : c'est l'Etat. Si, par exemple, il est indiqué que l'éloignement du domicile a déterminé le changement d'emploi, ou qu'il est motivé par un désir de perfectionnement, tout se passera bien pour l'intéressé. L'employé qui remplit le livret est donc tout puissant, mais on ne donne pas sa place à n'importe qui.

Venons-en aux salaires. Le salaire moyen est de I.300 couronnes (au change touristique de 0,45 N F que nous prenons comme barême). Mais cette moyenne est inexacte en soi. Voici quelques exemples :

Un ouvrier agricole gagne 700 couronnes, soit 32.000 francs;
Un professionnel de l'industrie (P.2.) gagne I.500 couronnes, soit 68.000 fr.;
Un ingénieur gagne 2.000 couronnes, soit 90.000 fr.;
Un médecin gagne 2.200 couronnes, soit 99.000 fr.

Les allocations familiales sont de 70 couronnes pour un enfant, I20 pour le deuxième, I40 pour le troisième. Soit au total 470 couronnes pour les trois enfants. Pour une famille de quatre enfants, il n'y a pas de différence, que la mère travaille ou non.

Soins et médicaments sont gratuits. Les travailleurs arrêtés pour maladie touchent de 70 à 90 % de leur salaire habituel, mais les célibataires ne touchent que 40 pour cent.

Les impôts sont retenus sur la paye, il n'y a pas de versement annuel. On retient en plus l'assurance maladie, la retraite, l'allocation familiale, etc. Un salarié avec trois enfants inscrits sur son livret et un salaire de 2.200 couronnes(99.000 fr.) paye 430 couronnes d'impôts , soit 20.000 fr par mois. Si sa femme travaille elle paye ses propres impôts, de la même façon. Le célibataire de I8 à 25 ans laisse 30 % de son salaire au fisc vigilant; après 25 ans, le pourcentage est plus élevé.(I)

Une formule qui nous a été donnée par un Tchèque définit assez bien le niveau de vie de la population :" Dans une famille, le premier salaire couvre les dépenses de l'habitat et de la nourriture, le deuxième paye l'habillement et l'entretien, et s'il y en a un troisième, on peut s'acheter des appareils, des douceurs, et faire des petits voyages". Le niveau moyen de vie est inférieur à celui des Français, pas dans de grandes proportions. Dans une grossière approxima-

(I) La Loterie nationale distribue à chaque tirage un gros lot de 50.000 couronnes (2.300.000 fr.) et d'autres de 20.000, I0.000, 5.000 couronnes, etc.

tion, disons qu'il équivaut aux deux tiers du nôtre. Les Tchèques le jugent supportable, et semblent même être satisfaits du côté textile et chaussures. On peut comparer leur condition matérielle à notre situation dans les années 1948-1950. Ils sont considérés comme des privilégiés dans les pays de l'Est.

Les hommes arrivent à la retraite aux environs de soixante ans, mais l'âge varie selon les professions. Pour les femmes, il est de cinquante-cinq ans. Un travailleur qui touchait 2.500 couronnes, ce qui est un très bon salaire, touche I.200 couronnes (54.000 fr.). Ceux qui, comme les artisans, ou les paysans petits propriétaires, n'ont jamais cotisé aux assurances, ne touchent que 200 couronnes - 9.000 fr par mois. Si le retraité travaille, il ne touche que le tiers de sa retraite, plus son salaire, mais s'il s'emploie dans l'agriculture, il touche sa retraite entière, plus son salaire agricole.

Voici la liste de quelques prix relevés dans les magasins, en août 1960. Ces prix sont en couronnes, et nous rappelons que la couronne est calculée à 45 anciens francs, ou 0,45 N F .

En couronnes

I kilo de farine, ...	3,20
" " " choux	0,80
" " " choux rouge ;;;;	I,40
" " " tomates	2,00
" " " beurre	40,00
" " " oignons	2,00
" " " raisin	7,00
" " " pommes, poires, prunes. minuscules ...	2,5 à 3,5
" " " pêches minusc....	6,00
" " " raisins secs	40,00
" " " café en poudre	I00,00
" " " café en grains	I80,00
I litre sirop de fruits..	I0,00
I kilo fromage cuit,	25 à 30,00
I/2 litre bière, au café	I,40
I verre limonade ,"3 " ...	0,80
I petit verre d'eau-de vie .	7,00
I paquet 20 cigarettes ord.	4,00
I serviette de cuir	55 à 2I0,00
I réveil moyen	63,00
I montre-bracelet..	300 à 450,00
Idem or et chrono jusqu'à jusqu'à	3.000,00
I réchaud à gaz émaillé avec four	800,00
I machine à laver minuscule	700 à 900,00
Idem pour " kilos	I.450,00
Idem automatique	5.900,00
Bons appareils photo,	5I0- 2.500

I quatre C.V. Renault	22.000
I six C.V. Skoda	26.000
Moto sava I75 cm	7.000
I bicyclette	I.I00
I litre essence	4
I téléviseur (25 cm)	2.600
I poste de radio	450 à 2.200
I aspirateur	650 à 880
I Fer à repasser simple	60
I Idem avec thermos ..	I05 à .. I55
Chaussures (homme, basses, pour une saison)	202
Idem bonne qualité	280 à 360
Chemise homme très ordinaire	40 à 60
Chemise rayonne	25
Bas de femme, ordinaires	9
Idem nylon	25
Combinaison femme nylon	I80
Pull over femme coquet ...	I40 à 20I
Costume homme confectio ...	570 à 800
" "mesures industriel.	I.060
Pantalon	I30 à 420
Veste	200 à 300
Blouson léger	200 à 300
Survêtement sport	78
Rayonne , enrII0, le mètre.....	I6
Nylon, en 0m 80, le mètre	38
Coton, en II0 cm " "	
Soie, en 90 cm	43
Lainage, en I40 cm	220

P.S. dans le dernier numéro, la note de la Rédaction est inexacte. Les transports publics, et en particulier les services autocars-autobus sont à l'actif du gouvernement qui les a considérablement développés depuis 1958.

(A suivre)

NOUS PRIONS LES CAMARADES EN RETARD DE LEUR ABONNEMENT DE REPONDRE AUX APPELS QUE NOUS SOMMES OBLIGES DE FAIRE ET DE REITERER CONTRE NOTRE GRE. NOUS VOUDRIONS NE PAS AVOIR A REVENIR CONSTAMMENT SUR CES QUESTIONS, ET NOUS NOUS EXCUSONS D'AVOIR A LE FAIRE, MAIS NECESSITE OBLIGE. QUE CHACUN DE CEUX QUI ONT RECU LEUR AVIS DE NON-PAIEMENT FASSE UN EFFORT. ET MANIFESTE PRATIQUEMENT SA SOLIDARITE.

DEMYSTIFIONS...

Les mouvements de gauche, y compris ceux qui se réclament des idées libertaires et anarchistes, sont intellectuellement endormis dans des modes de raisonnement traditionnelles contre lesquelles nous nous élevons sans arrêt, car elles faussent tous les problèmes, stérilisant non seulement la pensée, mais aussi l'action. En voici deux exemples nouveaux.

LES INDUSTRIES DES ARMEMENTS ET LA GUERRE.- Nous affirmons que la menace de guerre et la préparation pour la guerre ne sont plus le fait dominant- en admettant qu'elles le soient dans quelque mesure- des entreprises capitalistes, ni des grands fabricants d'armements comme hier Krupp, ou le grand magnat Thyssen, , Schneider, Wickers-Arstrong, Poutiloff, ou la Skoda. Notons que ces deux dernières firmes ont disparu, dans les pays dits socialistes, en tant qu'entreprises pesant sur la politique nationale, ce qui n'a pas rendu les Etats russe et tchécoslovaque plus pacifistes.

Pour illustrer cette thèse en ce qui concerne une grande nation capitaliste, nous citions, il y a un an environ, les U.S.A. où les esprits ankylosés n'ont cessé de voir l'industrie travaillant avant tout pour la guerre, alors que les armements représentaient au maximum cinq pour cent du revenu national, et que l'on a pu constater, lors de la reconversion opérée en 1945, que ce revenu augmentait, preuve que le capitalisme le plus représentatif n'avait pas besoin des massacres internationaux pour subsister, ni pour s'enrichir.

Un autre exemple a été donné, il y a plusieurs mois (cette note paraît avec retard) par les déclarations faites au Congrès tenu en Suisse, à Freidorf, près de Bâle, par les représentants de soixante-dix mouvements pacifistes européens, naturellement occidentaux (ils n'existent pas à l'Est.)

Dans ce congrès, Sir Seymour Howard révéla que les milieux industriels anglais avaient étudié les conséquences que pourraient avoir les mesures de désarmement sur la vie économique du pays. Une analyse de la situation par branche d'industrie lui permit d'affirmer qu'il n'y "aurait pas de crise, et que plusieurs grandes industries, qui travaillent pour la guerre, ont déjà préparé un plan de conversion pour ne pas être prises au dépourvu".

Ces entreprises peuvent donc se passer de la guerre. Du reste, le bon-sens nous indique qu'elles n'ont rien à y gagner, car les bombes atomiques les détruiraient aussi bien que les autres.

LE PARLEMENT AUX MAINS DES BANQUES. - Autre démystification qui s'impose, pour nous inciter à chercher davantage, à étudier plus à fond les problèmes : celui de la mainmise des banques sur le Parlement.

La formule a du succès, car elle simplifie tout, et elle est dans la tradition des partis de gauche. Mais une réflexion sommaire nous montre l'inanité de cette affirmation. Depuis la Libération, nous avons assisté à la domination croissante de l'Etat sur l'économie, Nationalisation des chemins de fer, nationalisation des mines de charbon, nationalisation du gaz et de l'électricité, nationalisation d'une partie des banques, et contrôle croissant aussi de l'Etat sur certaines industries (construction navale et aéronautique, par exemple).

Ces mesures ont été prises par le Parlement, et l'on ne voit pas comment, si les banques y dominaient, elles procéderaient d'elles-mêmes à la destruction du système capitaliste privé. Naturellement, elles font ce qu'elles peuvent, et l'on peut citer tels ou tels cas où leurs intérêts ont triomphé. Mais non dans l'ensemble. Les nationalisations, qui sont le fait dominant et nullement nouveau dans l'histoire humaine, ont été voulues, préconisées, votées par les gauches : socialistes, communistes, démocrates chrétiens alors fidèles au programme de la Résistance, le tout appuyé par la C.G.T. aux mains des communistes. Pas par les banques.

Mais, dira-t-on, et la liste des membres du parlement présidents de conseils administratifs, ou beaux-frères du cousin de la maîtresse du ministre des finances? Comptez combien ils sont en tout, et combien de membres comptait le Parlement. Vous verrez qu'ils ne sont pas la majorité. Et qu'ils ne l'étaient pas.

L'U.N.E.S.C.O. ET SON "COURRIER"

Par Luce OTTIE

Il est courant, dans nos milieux, de vouloir systématiquement ignorer les études qui ne sont pas étiquetées révolutionnaires. Par prétention, par suffisance peut-être, les efforts "extérieurs" qui contribuent à l'évolution humaine ont été et sont encore bien souvent minimisés, sous prétexte d'efficacité ou de tactique, et tout ce qui est fait sous l'égide d'institutions "officielles" est critiqué en bloc, comme ne pouvant, à priori, rien apporter de bon.

Il faut se libérer de cette attitude un peu enfantine. S'il est indispensable, à nos yeux, de blâmer ce qui va à l'encontre du progrès de l'homme (et je donne à ce mot un sens plus moral que matériel), il est juste de reconnaître ce qui est louable, même dans des sphères en principe éloignées des nôtres. Lorsque des courants de pensée se dessinent, qui semblent tendre, dans une certaine mesure, vers des buts que nous approuvons, nous devons nous en réjouir. Les efforts favorisant l'évolution ne sont pas l'apanage des seuls mouvements révolutionnaires, et nous, socialistes libertaires, devons les signaler, où que nous les rencontrons. Car, même prônés par des organismes ou des personnalités qui nous ignorent, ils ne peuvent que favoriser le développement de l'idéal humain qui est le nôtre.

Chacun sait qu'un terrain bien préparé fait mieux fructifier les semences. Aussi, quand des organismes susceptibles, grâce à leurs moyens, de toucher des masses importantes d'individus, accomplissent un trav il d'éducation et extirpent peu à peu certains écueils ou préjugés (tels que le chauvinisme, le racisme, l'esprit de domination, etc.), ils rendent notre tâche plus aisée. Grâce à eux, nous pourrons plus aisément aborder, avec plus de chance de compréhension, les problèmes d'organisation et de construction dont la solution est indispensable pour atteindre à toute véritable émancipation.

Le cas concret que j'aborde ici est celui de la publication mensuelle intitulée "Le Courrier de l'U.N.E.S.O." Cette revue, qui paraît en français, en anglais et en espagnol, et est répandue dans le monde entier pour s'occuper des problèmes du monde entier, est l'oeuvre de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, qui est une filiale de l'O.N.U. On sait combien de débats stériles se déroulent sous le pavillon de l'O.N.U.! L'efficacité politique de cet organisme est nulle, comme le fut celle de la Société des Nations. Par contre, le but de l'U.N.E.S.C.O. semble rempli avec un sérieux véritable, et dans une atmosphère combien différente ! La lecture du Courrier apporte mensuellement la preuve que les hommes qui participent à sa rédaction sont en géral des savants, des éducateurs dans le sens le plus large du mot. Chaque mois, un sujet général forme le "fond" du numéro, et l'on trouve diverses études s'y rapportant, dont les auteurs - exemple de collaboration mondiale- sont de toutes les nationalités : japonaise, américaine, canadienne; anglaise, allemande, française, polonaise, russe, etc. Ce sont souvent des professeurs spécialisés dans le sujet traité, et qui débordent toujours les vagues généralités. Des détails, jamais fastidieux, rendent possibles des analyses sérieuses, les articles, toujours très bien présentés, sont presque toujours illustrés par de très beaux clichés. Mais ce qui compte plus encore, c'est que la pensée des auteurs est imprégnée d'humanisme, et il est rare, même dans les exposés **les plus scientifiques**, de ne trouver que la sécheresse "technique". Le rôle des entreprises et des initiatives les plus diverses y est toujours traité d'abord pour ses répercussions de caractère humain.

Les plaies sociales, qu'elles soient matérielles ou morales, y sont dénoncées et analysées dans un souci constant d'objectivité. Des révélations encourageantes sur ce qui se passe ou s'est passé dans le monde nous sont constamment

faites. J'ai, dans mon article de mai 1960, parlé du numéro intégralement consacré à l'Afrique, et à l'apport culturel des peuples africains à certaines périodes de leur histoire. Ces matériaux qui nous furent fournis sur l'âge du bronze en Afrique, la civilisation éthiopienne, vieille de plusieurs millénaires, les vestiges archéologiques d'anciens empires, la surprise de Tombouctou où, "au Moyen Age, le livre était le plus prospère de tous les commerces" il se dégage de cette lecture, non seulement un enseignement passionnant, mais encore une volonté de vérité universelle qui honore les auteurs des études publiées.

Le numéro d'avril 1960 avait, comme thème central, la "Mobilisation mondiale contre le paludisme". Nous apprenions ainsi que l'O.M.S. (Organisation mondiale de la Santé) se livre à une bataille acharnée contre le paludisme.

" En 1960, nous dit-on, le paludisme constitue encore une menace permanente pour plus d'un milliard d'êtres humains". Chez les enfants des régions atteintes, le taux de mortalité lui est imputable dans une proportion de 10 à 15 pour cent. Ce mal est répandu à travers le monde dans 148 pays ou territoires. On voit combien il est indispensable de coordonner les différents efforts tendant à son élimination.-

Et voici des données complémentaires. En Afganistan, près d'un million de paysans étaient atteints. Le coût total des opérations effectuées pour l'éradication du paludisme n'a pas dépasse 750.000 dollars , alors que le paludisme occasionnait chaque année un manque à gagner de quelque 20.000.000 de dollars.

En Inde, 50.000.000 de porsonnes sont, chaque année, atteintes par la maladie. Les pertes économiques sont estimées, également chaque année, à 500.000.000 de dollars. Le coût total du programme d'éradication ne dépasserait pas 190.000.000 . Des résultats tangibles ont déjà été atteints. On note la disparition casi totale du paludisme aux Philipinnes, en Sardaigne, à Ceylan, en Grèce. On en prévoit la disparition totale, en Europe où il sévit encore dans certaines zones, pour l'année prochaine. Voici dix ans, il y faisait encore d'innombrables victimes.

Le numéro de juin 1960 pose le problème des aveugles, des misères subies, des résultats obtenus. Sur ce point, l'U.N.E.S.C.O. a fait un gros travail, car c'est par elle que fut créé, en 1952, un Conseil mondial de la méthodre Braille, dont le but est d'unifier un système de lecture pour toutes les langues et toutes les écritures.

Dernier exemple, c'est au racisme que s'attaque le numéro d'octobre 1960. " Racisme, cancer social de notre temps", déclare justement l'éditorial. De nombreux articles montrent l'influence de l'éducation, l'importance des préjugés raciaux, d'abord à l'école, ensuite dans le milieu social. Des arguments, des conseils judicieux sont donnés aux éducateurs, aux instituteurs, aux professeurs, aux enseignants de toutes sortes pour combattre avec efficacité les discriminations raciales.

Signalons enfin l'effort important fait par l'U.N.E.S.C.O. dans la lutte contre l'analphabétisme, les moyens techniques qui sont proposés pour l'utilisation de procédés modernes et la formation d'éducateurs spécialisés.

Dans toutes les études et les informations qui nous tiennent en contact avec les grands problèmes des populations du monde, pas la moindre tendance à marquer la "supériorité" d'un pays sur un autre. Tout ce qui apporte une amélioration au sort des hommes, une contribution à l'art, à la science, à la culture, est examiné . Les misères humaines sont analysées dans toute leur portée dramatique, et si les réformes proposées peuvent ne pas nous sembler suffisantes, le souci d'y porter remède est toujours présent.

Bien sûr, des critiques peuvent être formulées. La responsabilité du désordre économique des sociétés actuelles n'est pas suffisamment mise en lumière. Mais tout est déjà si simplifié lorsque aucune barrière n'est dressée pour séparer les peuples, lorsque tout être, quel qu'il soit, est considéré avec le même sentiment de fraternité !

N. de la R.- Abonnement annuel, 7 N F- Librairie Unesco- Place Fontenoy - Paris.

LEÇONS DE LA GREVE BELGE

NOUS ne commenterons pas la grève générale qui vient d'avoir lieu en Belgique, et particulièrement en Wallonie, comme la commenteront sans doute d'autres publications de gauche, qui suivent en cela la tradition et la routine auxquelles tant de révolutionnaires sont attachés. Comme toujours, au risque d'être incompris par ceux qui n'apprennent rien des faits, nous nous prononcerons dans un esprit dégagé des modes de penser habituels, et en plaçant au-dessus de tout la recherche de la vérité et de l'efficacité historique.

La grève de Belgique a été admirable pour l'allant, la volonté, la ténacité, l'héroïsme des travailleurs qui y ont pris part. Nous en regrettons davantage que de si belles qualités aient été mises en branle et gaspillées pour arriver à la défaite. Car les échecs affaiblissent l'espoir et n'incitent pas à courir de nouveau le risque de nouveaux échecs, et il est plus que probable qu'il passera longtemps avant que les masses socialistes et les travailleurs de gauche se laissent entraîner à un mouvement du même genre que celui qui vient d'avoir lieu. La droite a gagné une bataille déclenchée par l'agitateur Renard qui, ainsi que le rappelle le camarade De Smet, dans la publication libertaire belge "L'Ordre libre", est le régent de la Banque nationale de Belgique. On comprend mal qu'un tel homme ait été le meneur d'un tel mouvement.

D'un mouvement mal parti, d'abord, car l'ensemble des travailleurs ignorait le texte de la Loi unique contre lequel, il s'est dressé, et dans ces conditions il n'était pas possible d'entraîner, même partiellement, les travailleurs de la centrale ouvrière chétienne. Devant la menace d'échec, il fut question de réforme de la structure générale de l'économie, sans sortir de l'ordre capitaliste, Renard improvisant à mesure que les événements l'obligeaient à une fuite en avant buttant contre les obstacles. On finit par greffer une revendication raciste, qui a fatalement paru suspecte à de nombreux grévistes eux-mêmes, que l'instabilité revendicative ne pouvait que désorienter.

La lutte pour la défense des droits acquis dont on ignorait en quoi ils étaient menacés - du moins dans les deux premières semaines - se transforma en une lutte pour la séparation de la Wallonie, et son rattachement, rapide ou non, à la France. Si bien que pour certains, cette grève était menée <u>de l'étranger.</u>

La première leçon de ce mouvement est qu'une grève générale de l'envergure qu'a revêtue celle de Belgique ne peut avoir de succès, quant aux résultats définitifs, si les motifs, les buts qui la font déclencher n'ont pas une ampleur appropriée à l'effort qu'elle représente. Mais il en est une deuxième, qu'il faut avoir le courage de reconnaître : c'est qu'aujourd'hui l'Etat est assez puissamment armé pour battre les travailleurs sur ce terrain, ou plus exactement les grévistes, car ce ne sont pas, hélas, tous les travailleurs qui font grève et combattent. Il en est qui sont ennemis de la grève, par convictions politiques, sociales ou religieuses, et qui, souvent, sont aussi nombreux, ou plus, que les grévistes, si bien qu'il est impossible d'entraîner l'ensemble de la nation, Et même cet ensemble n'est plus composé d'une majorité de travailleurs, comme cela était il y a cinquante ans. Si l'on additionne les salariés récalcitrants (ceux du travail manuel et des bureaux), avec les forces de répression, qui disposent de moyens techniques infiniment plus efficaces qu'autrefois, les possibilités de victoire d'une grève générale ont plus diminué qu'augmenté, surtout s'il s'agit d'un mouvement de caractère social, et non politique. Déjà au Congrès d'Amsterdam de 1905, Malatesta soutenait, contre Monatte, qui représentait la tendance syndicaliste révolutionnaire, que dans le cas d'un arrêt général du travail, les bourgeois pourraient beaucoup mieux se ravitailler que les prolétaires. Cela est encore plus vrai maintenant que, comme l'armée et la police ils disposent de moyens de transport propres, et naturellement de ressources pour se procurer toute sorte de ravitaillement.

Faut-il donc désespérer ? Nullement. La masse militante des socialistes belges a des possibilités immenses déaction concrète. Elle possède des syndicats bien organisés, des Maisons du Peuple qui sont des foyers de dynamisme, un réseau coopératif des plus importants, eu égard à la population des différentes régions, et, de plus, elle donne dans de nombreuses municipalités qui jouissent d'une autonomie administrative que nous ignorons en France, et ont les coudées franches pour entreprendre bien des réformes sociales. Avec de telles bases, de tels moyens d'action, elle peut se mettre à socialiser certaines parties de l'économie, dans des branches qu'il faut choisir, selon un plan bien établi. Elle peut commencer à réaliser le socialisme.

Si toute cette volonté, toute cette foi, tout cet esprit de sacrifice,tout ce courage dont les travailleurs belges sont capables étaient employés à de tel- fins, que ne feraient-ils pas ? Si tout l'argent perdu dans ce conflit par les travailleurs avait été employé pour mettre debout des socialisations économiques, que ne pourrait-on faire ? On pleure de tristesse et de rage en pensant à tant de possibilités détruites par manque d'initiative, d'esprit novateur, d'audace.

Le chemin est là, il n'est pas ailleurs. Il faut que les travailleurs belges se débarrassent des politiciens, des bureaucrates et de la machine bureaucratique qui freinent l'action, tant au parti que dans les syndicats. Il faut qu'ils comprennent que la prise du pouvoir politique avec laquelle on les hypnotise n'amènerait pas le **socialisme**, et que la République dont les politiciens socialistes font miroiter les merveilles ne changerait rien à la condition sociale, économique, politique et humaine du peuple. Les monarchies du Nord de l'Europe sont plus libérales que notre République, et ce n'est pas en France, sous la République, qu'un autre Renard aurait pu, impunément, lancer et dirigé une grève comparable à celle que nous commentons.

D'autre part, l'exploitation du nationalisme wallon contre les Flamingants ne fait que créer de nouveaux maux et de nouvelles haines raciales, et il y en a déjà assez dans le monde. Le séparatisme ne serait pas une solution, et dans la vision d'ensemble du progrès humain, il n'est pas inutile que les populations les moins prédisposées à la liberté demeurent en contact avec celles qui le sont davantage. Sinon, quel serait le sort des libéraux et des socialistes qui sont les pionniers nécessaires dans la région flamande ?

L'heure est venue des tactiques nouvelles, et d'une nouvelle stratégie. Si les travailleurs belges, socialistes et parasocialistes, coopératistes et parasyndicalistes ont répondu avec tant d'enthousiasme à un appel si peu fondé, et en partie si irresponsable, c'est qu'il existait en eux, longtemps contenues et ne demandant qu'à aller de l'avant, l'ardeur combattante, la volonté d'action que les endormeurs du parlementarisme et de l'administration publique dissociée des masses se sont efforcés de réduire à zéro. Que cette ardeur et cette volonté s'emploient à des tâches immédiates, à des réalisations constructives, pour le socialisme, contre le capitalisme, en opposant dès maintenant un monde à un autre. Le droites politiques ne pourraient l'empêcher, car le progrès civique atteint ne le leur permettrait pas. Et une page nouvelle, un chapitre nouveau commencerait dans l'histoire de l'humanité.

G.L.

LE PROBLEME CONSISTE DONC, POUR LES CLASSES TRAVAILLEUSES,NON A CONQUERIR, MAIS A VAINCRE TOUT A LA FOIS LE POUVOIR ET LE MONOPOLE, CE QUI VEUT DIRE A FAIRE SURGIR DES ENTRAILLES DU PEUPLE, DES PROFONDEURS DU TRAVAIL, UNE ACTIVITE PLUS GRANDE, UN FAIT PLUS PUISSANT QUI ENVELOPPENT LE CAPITAL ET L'ETAT, ET QUI LES SUBJUGUENT. TOUTE PROPOSITION DE REFORME QUI NE SATISFAIT PAS A CETTE CONDITION N'EST QU'UN FLEAU DE PLUS , UNE VERGE EN SENTINELLE, VIRGAM VIGILANTEM, DISAIT UN PROPHETE, QUI MENACE LE PROLETARIAT

PROUDHON

sur une brochure (II)

par Gaston LEVAL

Faut-il donc renoncer à ce genre d'essais, ce qui implique renoncer à susciter et orienter une mentalité constructive sans laquelle il n'y a que bavardage ou démolition révolutionnaire suivie du triomphe de la contre-révolution?Nullement. Mais la difficulté, la complexité, la gravité des problèmes posés prouvent qu'il faut - comme pour tous les problèmes dont on s'occupe sérieusement - les étudier sans cesse, et ne jamais croire que l'on a dit sur eux à peu près tout ce qu'on pouvait dire. Les principes fondamentaux ont une valeur permanente, mais les modalités d'application varient avec l'évolution des hommes et des choses.

C'est ce que n'ont pas assez compris les libertaires. Non que cette école, ou l'école de l'anarchisme socialiste ait manqué de livres traitant ces questions. A ceux que j'ai énumérés on pourrait en ajouter d'autres, mais les efforts de nos penseurs et de nos auteurs sont restés stériles. Leurs continuateurs, ou ceux qui se sont réclamés d'eux ne leur ont pas été assez fidèles pour recueillir leurs enseignements et les continuer. Combien, parmi eux, connaissent les écrits constructifs de Bakounine ? A peu près aucun, de façon que plus encore que nos adversaires ils déforment la véritable figure de ce géant. Combien ont lu l'admirable brochure de James Guillaume , "Idées sur l'Organisation sociale", que nous avons éditée sous forme de Cahiers? Combien même ont lu, vraiment lu "La Conquête du Pain", de Kropotkine ? J'ai entendu sur ce livre des commentaires effarants.

Cela vaut la peine de s'arrêter à ce livre, qui suggère des réflexions en foule. Pendant plus d'un demi-siècle il a été la Bible de l'anarchisme communiste,qui était et demeure le courant le plus important de l'anarchisme mondial. Je dis bien " la Bible", car il fut, en bloc, lu par des croyants et rejeté par des incroyants. Les premiers auraient été bien surpris s'ils avaient su que, dans la préface au livre de Pouget et Pataud "Comment nous ferons la Révolution", Kropotkine écrivait que"La Conquête du Pain" était... une utopie communaliste. Certes, il se montrait à ce sujet contradictoire puisque, dans ce livre, il envisageait la révolution comme une seconde Commune de Paris, et que, un peu plus loin, il imaginait la reconstruction sociale à l'échelle européenne. Mais cela, et l'optimisme irrationnel avec lequel il croyait possible l'improvisation d'une agriculture dans le département de la Seine et de la Seine-et-Oise pour assurer la vie matérielle de Paris isolé, est passé inaperçu aux lecteurs. On avait surtout retenu la vision communaliste insoutenanble que Kropotkine semblait avoir abandonnée plus tard.

Je ne sais pourquoi il faut que, si un homme dit des bêtises, et des choses intelligentes, on ne retienne le plus souvent que les bêtises. Kropotkine écrivait aussi dans "La Conquête du Pain" des choses intelligentes quand il proposait comme modèle de libre entente, et pour la pratique de l'anarchie, la Croix-Rouge internationale, les compagnies de chemins de fer nationales , coordonnant leurs activités sur le plan européen, sans autorité, sans gouvernement, par le seul jeu des accords mutuels; ou encore l'organisation des canaux dans le nord de l'Europe, et les sociétas de savants, de sauveteurs, même celles des militaires allemands. Cela ouvrait des horizons si vastes que le problème du remplacement de l'Etat, qui nous est sans cesse posé, aurait été, théoriquement du moins, résolu. Mais la pensée des lecteurs s'est surtout arrêtée sur l'apparition des "hommes et des femmes de bonne volonté" qui, guides improvisés dans la tempête révolutionnaire, établiraient en vingt-quatre heures les listes de vivres, de vêtements, de logements disponibles, et procéderaient, dans le même temps , à leur répartition équitable...

Cet optimisme excessif fut d'autant mieux accueilli qu'il dispensait d'étudier les problèmes d'une nouvelle organisation sociale, la mise en marche de la production, la nouvelle organisation de la distribution. On peut donc reprocher à Kropotkine d'avoir si facilement résolu d'aussi graves problèmes. Mais il est

contraire à la vérité que telle ait été la seule position kropotkinienne. Car,et nous l'avons abondamment montré dans notre numéro spécial sur La Pensés kropotkinienne (septembre 1959) l'auteur de "La Conquête du Pain" a insisté , dans tous ses autres livres, sur la nécessité de "préparer l'avenir", et à plusieurs reprises il a reproché aux anarchistes et aux socialistes (quand ils étaient encore révolutionnaires) de traiter de théories endormantes les efforts pour prévoir l'organisation de la société future.

Si donc il a commis certaines erreurs, c'en est une autre, et très grande, de ne voir que cela dans "La Conquête du Pain", et c'en est une autre, plus grande encore, de ne pas l'avoir lu suffisamment ou de ne pas avoirretenu ce qu'il a, tant de fois, écrit ailleurs.

Les critiques ont aussi foisonné contre les solutions superficielles de "La Conquête du Pain", mais outre que leurs auteurs n'ont pas retenu ce qu'on y trouvait de valable, et qui méritait d'être développé, ils n'ont pas, non plus, opposé de solutions constructives plus justes. Tout au plus se sont-ils contentés,comme Malatesta, de formuler des desiderata de caractère général, sans rien proposer sur les modes de réalisation.

Cette incapacité est le fait général des révolutionnaires de tendance anarchiste, ou libertaire, qui veulent ou ont voulu réaliser la transformation de la société. C'est - je l'ai déjà écrit, mais il faut toujours se répéter- une erreur profonde de croire que les marxistes avaient, sur l'école antiétatiste du socialisme, l'avantage de posséder des vues d'ensemble précises sur la société socialiste de leurs rêves. On chercherait en vain des livres écrits par eux, ou des essais, à opposer à toute ce que j'ai énuméré, et dont la liste est incomplète, aux écrits de ce genre produits par l'école proudhonienne, bakouninienne et kropotkinienne. Marx s'est toujours gaussé des "recettes pour les marmites de la société future", et ce n'est que dans les dispositions pratiques énumérées à la fin du"Manifeste Communiste" que nous trouvons, sous la plume d'Engels, quelques paragraphes à ce sujet. Rosa Luxembourg, Karl Kautsky et autres insistent sur la supériorité "dialectique" du marxisme parce qu'il ne se laisse pas emprisonner dans des formules rigides concernant l'avenir.Ces dérobades marxistes ressemblent étonnamment à celles des anarchistes opposés à ce qu'on "enferme l'avenir dans des plans tout faits" sous prétexte que cela aliénerait la liberté des hommes de l'avenir, et trahissait une influence ... marxiste dans l'anarchisme.

Malgré les efforts des écrivains libertaires, l'esprit constructif n'a pas pénétré chez l'immense majorité de ceux qui se réclamaient d'eux. Seule, l'Espagne offre un exemple différent, et encore celui qui connaît à fond l'histoire de notre mouvement dans ce pays sait que ce sont surtout les anarchistes qui militaient dans la Confédération nationale du Travail qui jouèrent un rôle constructif.

Mais on aurait tort de croire que les constructeurs n'avaient appris que par la pratique syndicale. Tout en militant dans les organisations économiques, ils lisaient passionnément et puisèrent, dans les livres sur la reconstruction sociale, bon nombre de leurs solutions. La formation pré-révolutionnaire fut bien loin d'être inutile. On peut même regretter qu'elle n'ait pas été plus poussée,car si les cadres furent assez nombreux pour les collectivités locales, et presque assez pour les syndicats, ils manquaient réellement pour les fédérations nationales. On n'improvise pas le savoir. Et c'est parce que ce savoir a manqué que, dans d'autres pays et dans d'autres circonstances, tant d'anarchistes sont passés soit à l'individualisme, soit au bolchevisme qui semblait devoir tout résoudre. Ou encore, bon nombre de ceux qui attribuaient "au peuple" (mais n'en faisaient-ils pas partie?) une capacité constructive d'ensemble qu'il n'avait pas, et qu'il n'a pas, se sont-ils retirés de la lutte quand ils ont compris l'inanité de leurs conceptions .

(A suivre)

SUR LA RECONSTRUCTION AFRICAINE

Par Robert LEFRANC

L'indépendance politique des nations africaines récemment constituées doit se compléter de l'indépendance économique de l'homme africain, ou plus exactement d'un niveau matériel décent et suffisant, aussi égalitaire que possible, et d'une pratique de liberté humaine qui ne fasse pas regretter le régime colonial. Et il nous semble utile, plutôt que de vitupérer à tort et à travers contre le passé, même récent, de proposer ou d'indiquer des solutions constructives qui permettraient d'atteindre ces deux buts. Car, ne l'oublions pas : l'Afrique n'a jamais été un continent de liberté, et il n'est pas difficile qu'on y retombe dans les régimes d'esclavage, ou de semi-esclavage qui y furent connus, comme création autochtone, à diverses époques. Déjà, comme nous le signalions dans notre dernier numéro, on applique en Guinée et au Ghana la méthode du "capital humain' copiée de la Chine, et qui consiste à faire travailler gratuitement, ou presque, sous le contrôle de nouveaux gardes-chiourme et des membres du parti au pouvoir, les hommes et les femmes spécialement mobilisés. Et ce n'était pas la peine de supprimer la corvée gratuite en honneur à l'époque du colonialisme (elle avait à peu près, sinon totalement disparu à la veille de l'indépendance) pour l'appliquer à nouveau sous une forme peut-être plus oppressive.

Nous ne méconnaissons pas les difficultés humaines, et matérielles, auxquelles se heurtent les nouveaux organisateurs, en supposant qu'il y en ait, et qu'ils soient en nombre suffisant. Humaines parce qu'il est vrai que, trop souvent, selon les contrées et les races, le noir vit insouciant de l'avenir, néglige de créer une richesse nécessaire, d'organiser une production qui assure son lendemain et celui de sa famille - et dans ce lendemain, comme dans l'aujourd'hui, nous comptons la nourriture, les moyens de communication, l'instruction publique, l'hygiène, etc. Sur ce point, la période coloniale qui, quoi qu'on en dise d'une façon trop unilatérale, n'a pas été que négative, a créé une infrastructure et des habitudes qu'il ne faut pas rejeter, mais au contraire développer.

Or, la psychologie du noir africain ne s'y prête généralement pas. Un camarade de nos abonnés, noir et natif de l'Angola, qui connaît bien son pays et la population native, nous disait récemment qu'il faudrait " créer des besoins à ces populations" pour qu'elles atteignent à une conception de la vie plus régulière, plus responsable, plus civilisée. Le fait est qu'il s'agit maintenant d'organiser la vie sociale sur une vaste échelle, dans des ensembles où les spécialisations agricoles, industrielles, des transports, de l'hygiène, de l'instruction publique se complètent. C'est ainsi seulement que l'on peut assurer le nécessaire à la vie matérielle et intellectuelle , sans compter l'organisation des mesures qui, demain, permettront, après la diminution de la mortalité, d'arriver au contrôle des naissances, déjà indispensable dans un continent érodé et usé plus que n'importe quel autre.

Mais, pour le moment, les nations africaines ne possèdent pas les moyens qui permettraient de maintenir la main-d'oeuvre et de se procurer à l'étranger les éléments techniques nécessaires pour, avec le travail humain, procéder à une "accumulation primitive" indispensable. Dans l'ensemble, l'Afrique noire sort à peine du clan que l'organisation selon le type capitaliste a poussé à la désintégration, mais elle n'a pas encore instauré une structure économique propre et d'ensemble, même du point de vue régional, et se trouve dans une période de transition où elle peut prendre des chemins très différents. En bref, les leaders, les gouvernants et les prophètes ne semblent en voir que deux : capitalisme ou néo capitalisme avec amélioration du statut social et humain - cas du Katanga ou du Congo français, du Sénégal ou de Madagascar, - ou étatisation inspirée des méthodes russes et chinoises, - cas du Ghana et de la Guinée.

N'y aurait-il pas un autre chemin ? Nous pensons que, parmi les leaders qui se déclarent pour l'économie collective, nombreux sont ceux qui ne le font pas seulement par sympathie pour le système social en vigueur à l'Est et en Chine, mais peut-être surtout parce que cette économie dispense, en grande partie, de recourir aux moyens financiers que demande l'économie capitaliste-individualiste; et aussi parce qu'elle répond au souvenir, si récent, de l'organisation clanique aujourd'hui dépassée, tant du point de vue d'économie fermée que de la liberté individuelle et du progrès humain, liberté individuelle et progrès que les modes de vie introduits de l'extérieur ont fait connaître, surtout aux jeunes, en leur permettant de s'évader d'un despotisme souvent pire que l'Etat lui-même, et de la tyrannie du chef coutumier, maître des biens et des vies, dans des petites collectivités hors desquelles l'individu était pratiquement condamné à mourir, aucune autre collectivité ne l'acceptant.

Mais la vie communautaire avait aussi ses côtés positifs d'entraide et de solidarité que le capitalisme détruisait, et qu'il faut utiliser en les canalisant vers des pratiques plus larges et plus libres, plus universelles et plus humaines, qui seraient celles des collectivités espagnoles, des kibboutzim palestiniens et du coopératisme de production. Dans certaines régions d'Afrique, des ingénieurs européens, particulièrement français, souvent envoyés par les services d'Etat, - tel fut le cas pour la culture du riz dans la boucle du Niger - se sont efforcés d'apprendre aux indigènes à se servir de cette organisation coopérative qui a donné d'excellents résultats, comme elle en donne partout où elle n'a pas à lutter contre une organisation capitaliste mieux armée et plus puissante.

Tel devrait être, à nos yeux, un des éléments principaux de la reconstruction africaine. Naturellement il faut des cadres pour y parvenir; mais si, hier, la vie communautaire était organisée et pratiquée, si l'esprit communautaire existe encore, il conviendrait d'en profier tant que cela n'est pas détruit complètement. En ce sens, ceux qui, parce que certains moyens classiques du capitalisme manquent, et parce qu'ils repoussent les inégalités sociales que ce capitalisme implique, se tournent vers l'économie d'Etat, créatrice, elle aussi, d'inégalités autant que le capitalisme et d'oppression politique monstrueuse, devraient songer à ces solutions adaptées aux conditions spécifiquement africaines.

Sinon, nous doutons que les masses puissent gagner quelque chose aux changements politiques qui viennent d'être apportés.

---

un exemple

.- "Terre et Liberté", que dirige A.Daudé Bancel, vient de publier le résumé d'une étude apparue dans Les Informations Coopératives, du Bureau International du Travail. Il s'agit d'une expérience de coopérative agricole faite en Espagne, dans le village de Zuñiga, province de Pampelune, une des plus réactionnaires, et qui fournit à Franco ses troupes d'élites, composées des fameux carlistes navarrais.

C'est pourtant dans cette province, et dans ce village que 62 propriétaires (sur 63) ont réuni les I 200 parcelles qui couvraient en tout 400 hectares et se sont constitués en coopérative agricole. On a donné à chacun un certificat-témoin, représentant la valeur du terrain apporté, l'Assemblée générale a nommé un Conseil d'administration, et une Commission de contrôle. Le directeur technique nommé a changé toutes les méthodes, et le résultat a été, dès la première année, que les récoltes ont sérieusement augmenté, le cheptel bovin a doublé, et l'élevage de moutons a été porté à 300 unités. Le nouveau matériel de transport a permis de perfectionner la collecte, et la conservation des produits agricoles dont la vente dans les grands centres de consommation, a été facilitée par la livraison directe aux consommateurs.

On a pu doubler le salaire des coopérateurs travaillant dans la société, réduire la journée de travail à huit heures pendant l'été et à sept heures pendant l'hiver, assurer les travailleurs contre les accidents, supprimer le travail des femmes, des enfants et des vieillards, relever le niveau de vie général, créer des loisirs, une bibliothèque, compléter l'instruction primaire des

enfants par l'instruction sécondaire.

En un an, pour une même superficie cultivée, le nombre de travailleurs est passé de 37 à IO, les 27 autres étant, probablement, employés dans des occupations nouvelles qui créent de nouvelles richesses; le nombre des tracteurs est passé de 2 à 3; celui des boeufs de 38 à 0, celui des mulets, de 27 à 0- car on n'en avait plus besoin comme animaux de trait; on compte maintenant 3 chars, les vingt-deux autres ayant été remplacés par des remorques, 3 charrues au lieu de 32, 2 cultivateurs au lieu de I5; les I2 faucheuses ont été éliminées (sans, il est vrai , qu'on nous dise pourquoi); il n'y a que 2 moissonneuses-lieuses au lieu de I9, et une batteuse automotrice au lieu de deux. Enfin, on compte I semeuse qui manquait avant.

On voit le formidable bénéfice que procure une utilisation collective du matériel disponible . Et cela nous fait penser aux résultats obtenus dans les collectivités agraires créées par nous en 1936-39 et dont il semble bien que cette expérience se soit inspirée. Il est vrai qu'à Zuñiga on rétribue chacun selon l'apport de terre qu'il a fait, ce qui est encore une formule de propriété, et que cela n'existait pas dans l'expérience libertaire. A part ce point, dont nous soulignons l'importance, les résultats d'ordre économique, culturel et humain rappellent absolument ceux que nous avions connus. Et l'on se demande pourquoi ces braves paysans navarrais (car , leur fanatisme à part, ce sont de braves gens),sont allés massacrer ceux qui leur avaient montré le chemin qu'ils se mettent à suivre à leur tour.

Car il n'est pas impossible que leur expérience s'étende, et que même l'Eglise catholique s'en charge.

POUR VOTRE FICHIER

ENCORE L'ACTIONNARIAT OUVRIER

Nous avons, à plusieurs reprises, attiré l'attention de nos lecteurs sur le développement de l'actionnariat ouvrier qui s'observe dans les différents pays industriels, particulièrement de l'Occident.

L'Allemagne en donne un exemple nouveau. L'Etat a décidé de dénationaliser l'entreprise Volkswagen, la plus importante fabrique d'automobiles d'Europe. 60 % du capital, environ 600 millions de marks, représentant 3.600.000 actions vont être mises en vente. Mais pour en acheter, le célibataire ne devra pas avoir un revenu supérieur à 8.000 marks par an; un ménage, plus de I6.000 marks. Nul de pourra acheter plus de 5 actions.

Déjà en mars I959, 830.000 actions avaient été émises sur le marché, pour la société Preussag Holding, dans les mêmes conditions. Il y a là un effort d'assimilation des travailleurs dans le capitalisme qu'il ne faut pas méconnaître. Nous sommes loin de la concentration croissante du capital dans quelques mains qu'annonçait le schéma marxiste. Hélas, la bourgeoisie ne se prolétarise pas, et le travailleur s'embourgeoise.

PARI MUTUEL

I43 milliards d'anciens francs ont, en I959, été joués au Pari Mutuel. Tout le monde joue, des ouvriers comme des bourgeois. Des ouvriers qui gagnent bien leur vie, naturellement. Nous serions curieux de faire la somme de ce que les garçons de café laissent dans les courses. Et ce qu'ils dépensent pour acheter des livres ou voir du beau théâtre.

PUBLICITE

Nous avons, aussi, à plusieurs reprises, parlé de la publicité, autre merveille du capitalisme. Son rôle, on le sait, est de pousser des gens à acheter ce dont ils n'ont pas besoin. Aux U.S.A elle représente une dépense de I2.000 francs par personne, soit 2.IOO.OOO.OOO.000 de francs.

UN COMMENCEMENT

La Mauritanie, qui vient de se constituer en Etat indépendant, est, financièrement, aidée par l'Etat français. Aussi ne regarde-t-on pas à la dépense au pays des sables. Vingt-et-un délégués furent envoyés à l'O.N.U. Coût du voyage par avion aller et retour, 600.000 fr. A ce pas, gare aux impôts!

POPULATION

Il naît tous les ans, dans le monde, autant d'habitants qu'en compte la France, c'est-à-dire une France nouvelle. La population d'Afrique s'élèvera à 200 millions d'habitants en 1965: 34 millions de plus qu'il y a dix ans. Il se confirme que, en l'an 2.000, la population du globe comptera 6 milliards d'individus; les pays sous-développés compteront 5,5 milliards d'habitants et les autres 500 millions, peut-être 700.

Mais Mao tsé-Toung et l'Eglise catholique conseillent de ne pas limiter les naissances. Le premier parce qu'il lui faut des soldats pour envahir le monde, la deuxième parce que les dogmes s'y opposent.

LES NATIONALISATIONS

Nous avons insisté plusieurs fois sur le coût des nationalisations. Une statistique récemment publiée dans Le Monde nous indiquait que depuis 1950 le prix du sucre avait augmenté de 19% celui du beurre, de 43 %, celui du bifteck, de II2 %; et celui du charbon de I49 %. Depuis que les mines de charbon sont nationalisées, il ne semble pas que les consommateurs y aient gagné quelque chose, bien au contraire. Surtout si l'on ajoute les centaines de milliards donnés par l'Etat aux charbonnages. Et si l'on se rappelle que les anciennes compagnies comptaient un million de petits actionnaires, qui au moins touchaient quelque chose.

sur notre projet

Les réponses qui nous sont parvenues quant à l'impression de nos "Cahiers" sont favorables, mais elles ne sont pas assez nombreuses pour que nous puissions être certains de l'accord d'un assez grand nombre de lecteurs. Nous répétons que ce qui nous arrête c'est, essentiellement, la question de prix, puisque nous ne pourrons pas compter moins de 500 fr par abonnement annuel. Pour plusieurs de nos correspondants, la somme n'est pas un obstacle, mais nous pensons à ceux qui, particulièrement en province, ne gagnent pas plus de 45.000 francs par mois et sont déjà abonnés à d'autres publications. C'est l'opinion de ces camarades, de ceux qui, pour la raison mentionnée ne sont pas d'accord, que nous voudrions connaître. Nous les prions donc de se manifester franchement, afin de pouvoir être sûrs de ne pas commettre une erreur.

D'autre part, nous demandons à ceux qui peuvent nous aider en apportant plus que le prix de l'abonnement de nous dire s'ils continueront de le faire, malgré l'augmentation. Il ne faut pas oublier que, en plus du service gratuit en France et hors de France, nous envoyons, gratuitement aussi, les "Cahiers" à des camarades sans ressources, que nous ne pouvons délaisser.

NOTRE BROCHURE

Nous avons dit que notre brochure est à l'imprimerie. Mais elle se confectionne au ralenti, l'atelier et le groupe de camarades suisses qui s'en occupent ne disposant pas de matériel et de temps pour aller aussi vite que nous voudrions.

Pour cette édition, et en attendant que les "Cahiers" soient imprimés, nous demandons aux camarades qui nous ont déjà aidés dans d'autres circonstances semblables, et à ceux qui ne l'ont pas fait, mais peuvent aujourd'hui le faire, de contribuer à l'effort monétaire qu'implique notre initiative. Comme d'habitude, la revue sera envoyée gratuitement à tous ceux qui seront à jour avec l'administration. NOUS PUBLIERONS LA LISTE DE SOUSCRIPTION DANS LE PROCHAIN NUMERO.

ADMINISTRATION

Le nº 25 fr. Abonnement annuel, 300 fr. Etranger, 400 fr. Commandes et mandats uniquement à Mme Luce Ottié, 2I, rue des Mathurins, à Bièvres (Seine-et-Oise). C.C.P. Paris, 5935-I7

DIRECTION

Gaston Leval - B.P. 92
Bureau Centra -Neuilly
(Seine)

Tiré par nos soins, 46 avenue de la République, Choisy-le-Roi (Seine)

Le Directeur-gérant:
Gaston Leval